

Université d'été du Mouvement Républicain et Citoyen

Les Ulis – 9 & 10 septembre 2006

Allocution de Georges SARRE, Premier secrétaire du MRC

Chers camarades,

Je tiens tout d'abord à remercier les organisateurs de cette belle université d'été des Ulis, Paul Loridant et son équipe, et saluer le travail de Jean-Yves Autexier et de Marinette Bache, ainsi que tous ceux qui ont concouru à sa réussite.

Je voudrais également saluer les représentants des partis de gauche représentés ici.

Nous sommes à huit mois de l'élection présidentielle. Pour la France et pour la gauche, c'est un rendez-vous décisif.

Après douze ans de chiraquisme, le peuple français est désorienté. Il a le sentiment que tout part à vau-l'eau. Aucun des grands défis qui se posent à la nation, et d'abord la fameuse fracture sociale, n'a eu un commencement de solution véritable. La ségrégation urbaine s'est accentuée. Les services publics sont attaqués de front. L'école est délaissée. La violence augmente. L'immigration est replacée cyniquement au cœur du débat politique. La construction européenne poursuit sa dangereuse fuite en avant. Je pourrais encore allonger la liste.

Sourdement, le pays est entré en sécession. Cela a commencé en décembre 1995. Cela a continué avec la sanction de la dissolution de 1997.

La croissance internationale aidant, et avec la présence de Jean-Pierre Chevènement jusqu'à l'été 2000, le gouvernement de la gauche plurielle a pu faire illusion. Mais la règle de l'impuissance du politique sous tutelle européenne, telle qu'établie en 1983, a finalement prévalu.

Depuis, la sécession du peuple français s'est accélérée : gifle du 21 avril, vote du 29 mai, émeutes urbaines, manifestations anti-CPE.

Bref, le peuple français se rebelle parce qu'il est républicain. Le peuple français se rebelle contre un système politique qui ne le représente plus. Le peuple français aspire à la République pour maîtriser son destin et accéder à l'universel, à une République sociale pour surmonter ses divisions et ses fractures.

Nicolas Sarkozy dit détenir la solution. Tout le mal viendrait de l'État, il faudrait donc réduire les pouvoirs de l'État. Soyons en sûrs : le remède du docteur Sarkozy emporterait le malade avec la maladie. Si la droite l'emporte, les libéraux se sentiront tout permis. Les patrons piaffent d'impatience. Une authentique réaction libérale se prépare. On habitue déjà les esprits à la suppression des droits de succession, l'un des rares leviers, qui limitent la reproduction sociale ! Les forces de l'argent estiment ne pas avoir les coudées franches. Elles ont trouvé en Sarkozy leur homme.

La rupture de Nicolas Sarkozy est d'abord une rupture avec la droite gaulliste, issue de la Résistance. Son programme consiste à casser toutes les conquêtes de la Libération, à rayer le programme du CNR. La droite de Nicolas Sarkozy est une droite dure. Le marché, le communautarisme et l'affaiblissement de l'Etat sont les dogmes de cet idéologue, qui se présente benoîtement en pragmatique.

La rupture de Nicolas Sarkozy est aussi cassure avec l'indépendance de la France, telle que la concevait le général de Gaulle. Car la droite de Nicolas Sarkozy est une droite américaine.

Avec lui, des soldats français seraient aujourd'hui en Irak. Demain, nous serions des supplétifs dans n'importe quelle aventure impériale.

La rupture de Nicolas Sarkozy est enfin rupture avec la politique de Jean-Pierre Chevènement, qui a su placer l'immigration en dehors des polémiques, qui ne profitent qu'à l'extrême droite. La droite de Nicolas Sarkozy n'hésite pas à s'aventurer dans des terrains fangeux, à instrumentaliser cyniquement le sort des immigrés !

Le MRC n'est pas angélique. Nous ne sommes pas des sans-papieristes. Mais nous ne sommes pas du côté de ceux qui s'acharnent à expulser des personnes bien intégrées ! Si l'intégration est en crise, la solution n'est pas la mise à l'index de l'immigré ! Il faut plutôt remettre en marche les outils d'intégration républicaine, l'École, l'emploi, la fierté nationale... Ils ont permis, ils doivent permettre, que la France reste une Nation soudée, s'enrichissant de nouveaux citoyens venus d'ailleurs.

La Droite de Nicolas Sarkozy, c'est une droite communautariste, financière, réactionnaire, atlantiste.

La gauche sera t-elle en mesure d'y opposer un barrage constructif ? Dans les cercles socio-libéraux qui osent se prétendre de gauche, on ne parle que d'adapter la France à la mondialisation. Il paraît que 2007 devrait ouvrir un nouveau cycle politique, comparable à celui ouvert en mai 1981. En 81, il y eut de l'espoir. Mais en 83, vint le bâton avec les canons de l'orthodoxie des marchés financiers !

Rien de sérieux ne se fera si le Parti socialiste ne parvient pas à dresser un bilan sans complaisance de ses années au gouvernement, d'autant plus que la gauche française a bien du mal à gérer son rapport au pouvoir. Pourtant elle n'est pas vouée à se partager entre traîtres qui gouvernent et pieux dénonciateurs qui ne veulent pas gouverner. L'action républicaine doit permettre l'existence d'un gouvernement qui ne se contente pas d'accompagner des évolutions qui lui échappent. L'action républicaine doit permettre l'existence d'un gouvernement qui change la structure de la croissance pour la mettre au service du peuple et de la nation.

Nous ne refusons pas l'exercice du pouvoir. Nous ne sommes pas de ces purs autoproclamés qui pensent que le pouvoir corrompt ! Le pouvoir est une responsabilité. Il oblige à faire des choix en fonction de l'intérêt général. Ce n'est pas toujours facile. Mais la vertu en politique consiste précisément dans cette prise de responsabilité.

Le peuple français ne sait plus où il va. Il rêve de changement. Il aspire à être gouverné autrement. Il veut des têtes nouvelles. En fait, ce qu'il n'accepte pas, c'est la perpétuelle dérobade, depuis 1983, de ses élites devant leurs responsabilités sous prétexte d'Europe. La gauche sera impuissante tant qu'elle ne l'aura pas compris !

Comment ne pas être frappé par la capacité de nos amis socialistes à éviter le débat sur cette question centrale ! À les écouter, le vote du 29 mai n'a été qu'un épiphénomène, un événement sans importance. Oui et non seraient la même chose ! Tous partagent le même horizon : celui d'une Europe politique. Qui peut encore croire à son invocation rituelle ? Mais, par cette formule magique, les vrais problèmes sont évacués !

On mesure aussi toutes les limites du non de gauche. Ses partisans ont fini par se placer dans la position où ils sont et seront les plus ardents défenseurs du prochain projet de Constitution européenne, le même en plus court. Ils se sont placés dans la position absurde où ils se feront les plus vigilants avocats du mot de Constitution européenne !

La véritable signification du vote du 29 mai, c'est un non républicain, social, démocratique, patriotique. C'est un non à l'Europe libérale. C'est un non à une Europe qui prétend s'approprier les symboles des nations pour mieux assécher leur vie démocratique et leurs capacités de résistance à l'ordre libéral. Les Français ont rejeté, dans la Constitution européenne, le mot et la chose ! Ils ont envoyé un seul et même message : le désir d'un retour du politique là où c'est possible, là où cela a un sens : la nation républicaine ! Mais regardez à Paris, à Berlin, à Rome, ils préparent une resucée de la Constitution européenne.

Au moment où le Parti socialiste est entièrement accaparé par la désignation de son candidat, les autres composantes de la gauche ne sont pas au mieux.

Les Verts n'ont pas réussi à donner du contenu à l'écologie politique. Rassemblement inconséquent de maximalistes et d'utopistes, ils prétendent lutter contre le réchauffement de la planète, tout en prônant la sortie du nucléaire, seule énergie, répondant à nos besoins, sans augmenter les gaz à effet de serre ! Le problème de l'écologie, c'est qu'elle n'est pas politique. Son hostilité de principe aux idées républicaines la cantonne dans un verbiage antipolitique, alors que l'enjeu est de penser l'avenir par l'articulation entre le bien commun des nations, soit leur vie démocratique, et le bien commun de l'humanité, soit la vie tout court. Pour cela, le logiciel républicain est d'une aide incomparable !

Au sein du Parti communiste, beaucoup comprennent la nécessité du cadre républicain pour créer une alternative au libéralisme. Mais ce parti semble lui aussi débordé par la passion antipolitique du mouvement qui se dit social. Sa compétition, attraction, répulsion, avec la LCR le conduit dans une surenchère où le vide le dispute à la démagogie.

Attac a joué ces dernières années un rôle politique positif à l'avant-poste de la résistance à la mondialisation libérale. Il est pour beaucoup dans la victoire du 29 mai. Malheureusement, il tend lui aussi à être débordé par l'agitation gauchiste.

Un mot sur François Bayrou, qui se veut le renouveau de la politique. Européiste convaincu, il est à la fois l'héritier de la démocratie-chrétienne et de l'orléanisme mesquin de Valéry Giscard d'Estaing. Loin d'être une alternative, il n'est que le fantôme, sans cesse, ressuscité d'une mythique troisième force, allant de Michel Barnier à Michel Rocard. François Bayrou, c'est Bruxelles matin, midi et soir.

Il reste le MRC. Nos idées sont cohérentes. Nos analyses sont solides. Nous ne rejetons pas le pouvoir par principe. Nous n'en attendons pas, non plus, la satisfaction d'ambitions mal placées. Nous nous efforçons d'être la boussole républicaine de la gauche : en même temps repère et pourvoyeuse d'idées. Notre rôle est d'aider toute la gauche à retrouver le chemin de la République. C'est un rôle difficile et ingrat. Nous devons le tenir. Nous n'avons pas vocation à être la caution républicaine d'une réédition de la gauche plurielle. Nous entendons peser.

Dans ce contexte, la grande question de 2007 est celle de la refondation de l'État républicain.

Refonder l'État républicain, c'est remettre la probité et l'esprit de responsabilité à la tête de notre pays.

Refonder l'État républicain, c'est entreprendre les réformes qui s'imposent dans l'intérêt de la France et des Français (l'école, les retraites, la santé, la dynamisation de notre économie et de notre industrie, la recherche).

La France a besoin d'une véritable politique de croissance, permettant une hausse significative des bas salaires. On ne peut se contenter de miettes pour les plus pauvres, avec un SMIC réévalué, un chèque transport et l'augmentation de la prime pour l'emploi. Cela reviendrait à accepter une société structurellement inégalitaire.

Refonder l'État républicain, c'est cesser de tenir un discours à l'opposé de la pratique.

Le gouvernement de Dominique de Villepin se dit soucieux de politique industrielle. Il invoque même le patriotisme économique. La France continue pourtant à se désindustrialiser et les usines à se délocaliser. Le gouvernement, soumis à Bruxelles, ne fait rien. Dans le domaine des services, il accepte la directive Bolkenstein ! La baisse optique du chômage associe effet d'aubaine dû au vieillissement de la population, emplois aidés en vue du printemps électoral et radiations qui conduisent au RMI.

Dans le domaine de l'immigration, la politique des quotas a partout montré son inefficacité. L'immigration choisie se traduirait par un pillage des cerveaux des pays les plus pauvres. La limitation du regroupement familial est contraire au droit international. Sarkozy le sait. Mais

son seul souci est de chasser sur les terres de Le Pen, sans se préoccuper des effets réels de ses mesures, acceptant qu'elles soient contraires aux intentions affichées. Il prétend s'opposer aux régularisations collectives, mais en asséchant les possibilités de régularisation individuelle, prévues par la loi de 1998, il crée les bases d'une future régularisation massive !

Refonder l'État républicain, c'est donner aux services publics toute leur place, et d'abord stopper les privatisations et les ouvertures à la concurrence. C'est ne pas brader GDF à Suez. Il faut que cesse la mise à l'encan de notre patrimoine industriel et la relégation des salariés, des travailleurs.

Sur ce point, l'expérience d'EDF devrait ouvrir pourtant les yeux. Les petits et moyens industriels, qui par naïveté idéologique ont choisi la concurrence pour leur fourniture d'électricité, se plaignent aujourd'hui de l'augmentation des tarifs, alors même que le nucléaire rend marginal les variations du cours du pétrole. Les associations de consommateurs commencent à s'inquiéter pour les particuliers. Mais rien n'y fait ! La rente attend trop de dividendes de l'électricité privatisée.

La gauche, si ce mot a encore du sens, devra, en cas de victoire, mettre un terme immédiat à la grande braderie de nos entreprises et services publics.

Refonder l'État républicain passé par l'abandon du mythe de l'Europe politique. C'est donner l'Europe aux nations, alors qu'elle a été captée par une oligarchie transnationale. C'est contribuer, avec l'Allemagne et la Russie, à l'émergence d'un ensemble, pouvant contrebalancer les Etats Unis.

Refonder l'État républicain, c'est permettre à la France de retrouver son rôle dans le monde. Le monde attend beaucoup de la France. On l'a vu pour le Liban. Avant que le Président de la République ne décide d'envoyer 2000 hommes pour renforcer la Finul, l'inquiétude était partout palpable. Mais les craintes de Jacques Chirac n'ont pas permis d'obtenir des conditions réellement satisfaisantes pour nos soldats. La France est une grande puissance. Ce statut lui est souvent contesté, y compris en France même. Si nous voulons conserver les avantages de notre rang, nous devons aussi en assumer les risques.

La France n'appartient pas aveuglément au camp du Nord. Elle ne cultive à l'égard du monde musulman aucun préjugé culturel ou racial. Elle doit aider à la définition d'une solution globale dans la région, qui satisfasse à la fois la demande palestinienne d'une souveraineté viable sur un territoire qui lui soit propre, l'aspiration libanaise à vivre libérée de toute tutelle externe, l'exigence israélienne d'une sécurité intangible. Cela sera long et difficile. Mais tout doit être fait pour éviter le choc des civilisations !

Nous vivons dans un monde où l'interdépendance objective des peuples et l'antagonisme subjectif des systèmes de valeurs grandissent de concert. La focalisation sur le problème israélo-palestinien symbolise ce monde où plus l'on prend conscience de l'interdépendance et de la nécessité de trouver des solutions communes à des problèmes communs, plus l'on se fixe sur des systèmes d'identification ethnique ou religieux exclusifs, comme pour se rassurer, et moins l'on se comprend !

Dans ce monde plein de dangers, pris de fièvre identitaire, la République, c'est-à-dire l'idée de transcendance par la citoyenneté, la République reste une idée neuve.

Faire triompher cette idée en France, comme nous nous y employons, c'est aussi contribuer à ce que le monde de demain soit un monde plus juste, un monde plus humain.

Il n'y a sans doute pas de tâches plus exaltantes ! La gauche saura-t-elle se saisir, avec nous, de l'enjeu républicain ?

La préparation de l'élection présidentielle ressemble trop souvent à la Star Academy. Tel candidat chante plus juste ! Mais tel autre a une meilleure présence scénique... Mais qui s'intéresse à la partition et aux paroles ?

Nous avons proposé, en son temps, des états-généraux de la gauche, qui auraient permis une discussion franche devant le pays. Mais qui veut encore débattre sur le fond dans ce pays ?

Nous nous sommes ensuite prononcés pour des primaires à gauche, qui auraient permis à tous nos compatriotes de saisir les nuances et même les différences qui existent entre les diverses composantes de la gauche. Mais les appareils ne semblent intéressés qu'en paroles verbales par la transparence !

Nous nous sommes montrés ouverts à la possibilité d'un accord de gouvernement, pour mener le débat au cœur du Parlement, le lieu normal du débat démocratique de la loi dans la République. Mais qui veut du pluralisme à l'Assemblée ?

Aujourd'hui, j'entends des bruits qui courent ici ou là, affirmant qu'il y aurait un accord secret au niveau national avec le Parti socialiste. Je peux vous dire que cet accord est tellement secret, tellement confidentiel que même votre premier secrétaire n'est pas au courant. Sérieusement, il y eut effectivement des discussions exploratoires, qui ont débuté dans un climat qui pouvait laisser espérer une avancée positive. Mais, avant les vacances, elles ont abouti à des propositions qui ne méritaient même pas d'être examinées.

Bien sûr, nous sommes prêts à reprendre ces négociations quand le contexte sera vraiment clair. Nous montrons notre bonne volonté en étant disposé à nous rendre à un sommet de la gauche, ce mois-ci. Mais quelle que soit l'importance des rites, nous savons bien que l'essentiel est ailleurs. Il faut être prêt. C'est pourquoi au prochain bureau national le 20 septembre, nous ouvrirons la procédure de désignation aux élections législatives.

Chers camarades,

Soyons clairs !

Si nous voulons placer l'enjeu républicain au cœur du débat de 2007, il faut nous préparer à présenter un candidat à l'élection présidentielle, le candidat de tous les républicains de gauche ! Ce candidat, vous le connaissez, c'est un homme d'Etat, c'est un homme de courage, c'est un homme de conviction. Ce candidat, c'est notre président d'honneur. Ce candidat, c'est Jean-Pierre Chevènement.

Nous nous préparons activement à cette éventualité. Nous collectons des promesses de signatures d'élus. A la fin du mois, toutes les fédérations devront faire remonter cette moisson de promesses. Nous ne devons pas oublier non plus de récolter les fonds nécessaires pour mener une telle bataille.

La campagne d'adhésions nous a permis de nous renforcer. Ne nous leurrions pas, nous ne sommes pas une foule de militants. Au départ, nous serons cinq mille mobilisés dans cette campagne. Mais l'histoire a connu des combats engagés avec moins de forces ; et des combats gagnés, et des combats utiles !

En tout état de cause, après la présidentielle, il y aura les législatives. Nous devons aussi nous y préparer, qu'il y ait finalement un accord ou que nous devions y aller seuls. N'oublions pas que ce scrutin est décisif pour notre indépendance financière, et donc pour notre avenir.

L'année 2006-2007, qui commence, sera rude, mais exaltante. Nous le savions déjà. Mais à mesure que les échéances se rapprochent, nous en mesurons mieux à la fois la dureté des combats qui s'annoncent et leur importance pour la France et pour la République.

Nous avons pour nous la force de nos convictions.
Nous avons pour nous notre volonté de comprendre et d'agir.
Nous avons pour nous notre ardeur et notre constance.
Alors, avec Jean-Pierre Chevènement, mobilisons nous,
Pour la République,
Pour la France.